

Immanuel WALLERSTEIN

Professeur de sociologie  
Fernand Braudel Center for the Study of Economies, Historical Systems and Civilizations  
State University of New York at Binghamton

(1985)

# “Les inégalités à l’échelle mondiale”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Immanuel WALLERSTEIN (1985)

[Professeur de sociologie, Fernand Braudel Center for the Study of Economies, Historical Systems and Civilizations, State University of New York at Binghamton.]

## “Les inégalités à l'échelle mondiale”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Ginette Dussault et Victor Piché, **L'inégalité sociale et les mécanismes de pouvoir**, pp. 51-62. 4<sup>e</sup> colloque de l'Association d'économie politique. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1985, 276 pp. Collection : Études d'économie politique, une collection dirigée par l'Association d'économie politique.

[Autorisation accordée par l'auteur le 26 juin 2003 par courrier électronique.]



Courriels du professeur: [immanuel.wallerstein@yale.edu](mailto:immanuel.wallerstein@yale.edu)  
[iwaller@binghamton.edu](mailto:iwaller@binghamton.edu)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

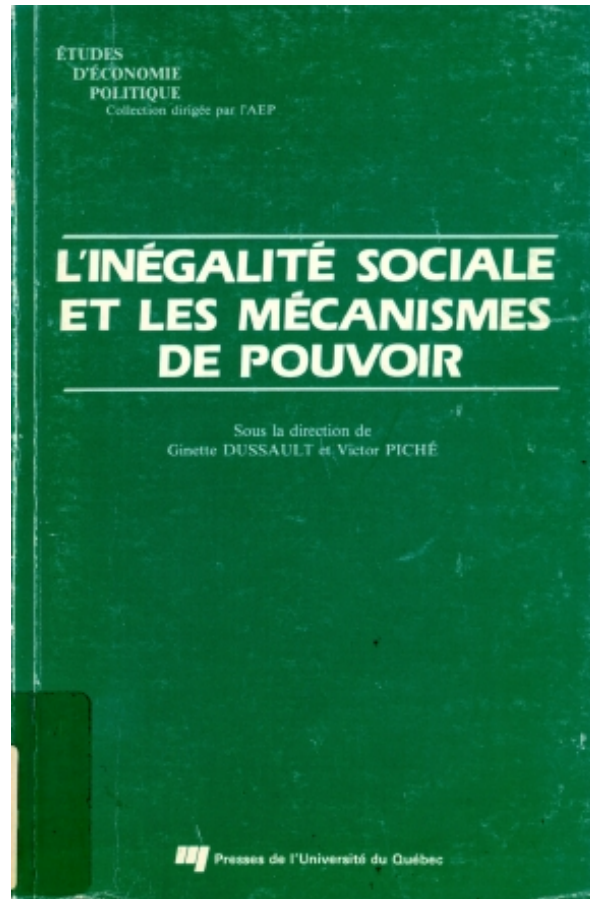
Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 30 juillet 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Immanuel WALLERSTEIN (1985)

“Les inégalités à l'échelle mondiale”



Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Ginette Dussault et Victor Piché, **L'inégalité sociale et les mécanismes de pouvoir**, pp. 51-62. 4<sup>e</sup> colloque de l'Association d'économie politique. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1985, 276 pp. Collection : Études d'économie politique, une collection dirigée par l'Association d'économie politique.

# Table des matières

[“\*Les inégalités à l'échelle mondiale\*”](#)

[Bibliographie](#)

Immanuel WALLERSTEIN (1985)

[Professeur de sociologie, Fernand Braudel Center for the Study of Economies,  
Historical Systems and Civilizations, State University of New York  
at Binghamton.]

*“Les inégalités à l'échelle mondiale”*. \*

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Ginette Dussault et Victor Piché, **L'inégalité sociale et les mécanismes de pouvoir**, pp. 51-62. 4<sup>e</sup> colloque de l'Association d'économie politique. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1985, 276 pp. Collection : Études d'économie politique, une collection dirigée par l'Association d'économie politique.

[Retour à la table des matières](#)

Une des questions historiographiques les plus fondamentales et les plus largement débattues du monde moderne est de savoir si le monde capitaliste tend vers une diminution ou vers un accroissement des inégalités de tout acabit : économiques, sociales et politiques.

Dans le fameux débat entretenu au début des années 60 par Eric Hobsbawm et R.M. Hartwell (dans lequel bien d'autres se sont plongés depuis), la question se posait sur un plan très empirique : est-ce que les ouvriers industriels de l'Angleterre à l'époque de la soi-disant révolution industrielle connurent, oui ou non, une amélioration de leur niveau de vie ? Au fur et à mesure que le débat se poursuivait, la différence entre les combattants se réduisait à un désaccord sur la date du début d'une telle amélioration. A vrai dire, les tenants de la thèse de la paupérisation reculèrent assez largement (Taylor, 1975).

Plus tard, Wilhelm Abel pensa invalider la thèse de Friedrich Engels sur la condition ouvrière en Angleterre dans son livre : Masse-

---

\* Une partie de ce texte a été repris d'un article paru dans *Que faire aujourd'hui ?*, nos 23-24, 1983.

narmut und Hungerkrisen in vorindustriellen Deutschland (1972). Il vaut la peine de regarder de près les arguments d'Abel. L'étude utilisa les chiffres résultant des divers travaux de l'histoire économique sur les salaires réels des ouvriers de l'Europe occidentale et centrale de 1500 à nos jours, employant des mesures simples comme la valeur du salaire quotidien d'un ouvrier qualifié, exprimée en kilogramme de blé.

Il est assez simple de démontrer qu'il y eut en général une baisse considérable de 1500 à 1850 (avec des périodes cycliques de hausse et de baisse, bien sûr), mais qu'à partir du dix-neuvième siècle, les salaires montèrent beaucoup plus rapidement que le prix des céréales. Abel en tira donc une conclusion très nette : dans l'époque qu'il nomme "agraire", il y eut baisse séculaire ; dans l'époque qu'il nomme "industrielle", il y eut hausse séculaire. Conclusion : Engels eut tort. L'industrialisation n'appauvrit pas les ouvriers. Tout au contraire. C'est l'industrialisation qui leur permit de sortir du gouffre dans lequel ils étaient tombés.

Je ne conteste pas les chiffres d'Abel. Il me semble avoir tout à fait raison en ce qui concerne l'essentiel des données empiriques <sup>1</sup>. Pourtant, sa conclusion est fautive. Comment cela est-il possible ? Tout dépend de ce qu'on mesure, et à travers quelle période.

Si l'entité mesurée est l'Angleterre ou l'Allemagne (bien que, évidemment, il n'y avait pas d'Allemagne ni en 1500 ni en 1850), il est vrai que le salaire réel moyen descendit de son apogée médiévale (environ 1450) vers son creux moderne (environ 1640) monta un peu dans les 100 années suivantes ; descendit de nouveau, et à partir au moins de 1873, peut-être plus tôt, monta au dessus de l'apogée médiévale pour atteindre de loin le plus haut sommet dans le vingtième siècle, surtout après la deuxième guerre, mondiale.

---

<sup>1</sup> Par exemple, Kriedte (1983, Table 28, p. 93) montre que pour les paysans français, le fardeau fiscal (de toute provenance) montait continuellement de 1515 à 1683, chiffré soit en valeur absolue (de 0,8 à 23,6 livres tournois pour une famille de quatre), soit comme pourcentage du produit agricole brut (de 6,5% à 15,4%). Dans la même période, le fardeau fiscal pour les ouvriers de construction à Paris montait également, mesuré en jours ouvrables (de 6,4 à 31,2).

Mais si l'on prend ni l'Angleterre ni l'Allemagne mais le vrai champ d'action, l'économie-monde capitaliste comme entité, il serait possible de démontrer, je crois, une baisse séculaire des salaires réels des masses travailleuses de cette entité de 1450 à nos jours. Évidemment, il faut se rappeler que les limites de cette économie s'élargissaient constamment, ce qui explique facilement le paradoxe apparent à savoir qu'il y a baisse tendancielle pour les masses travailleuses de l'économie-monde, mais une sorte de courbe en J pour la fraction de ces masses qui est comptabilisée en Angleterre ou en Allemagne.

Reste à définir ce que nous voulons dire par la polarisation continue qu'implique cette notion de baisse tendancielle. La question n'est pas simple. D'abord, nous devons faire la distinction entre le partage des biens matériels au sens large d'une part, et la bifurcation sociale d'autre part, qui est l'issue des deux processus de bourgeoisification et de prolétarisation.

Pour ce qui est du partage matériel, il y a de multiples façons de la calculer. D'abord, il faut trancher sur l'unité de calcul non seulement spatiale (nous avons déjà indiqué que nous ne privilégions ni l'entreprise, ni l'État national, mais l'économie-monde), mais aussi temporelle. Le partage calculé par heure, par semaine, par année, par trente ans donnerait des résultats différents et parfois contradictoires. A vrai dire, les grandes masses s'intéressent surtout à deux calculs : un calcul à très court terme (à savoir le calcul de survie), et un calcul que nous pourrions appeler calcul à vie (duquel on tire le bilan de la qualité de la vie, l'estimation sociale de la vie matérielle réalisée). Le calcul à très court terme étant énormément variable de par sa nature, et étant aussi un calcul éphémère, c'est finalement le calcul à vie qui nous offre le meilleur instrument pour repérer, objectivement et subjectivement, s'il y eut oui ou non une polarisation matérielle. La comparaison à faire est intergénérationnelle et à long terme. Mais pas nécessairement entre des générations d'un même lignage, puisque cela fait rentrer dans le calcul un aléa du point de vue du système global. i.e. le degré de mobilité sociale dans un milieu particulier de l'économie-monde. Il faut plutôt confronter les strates de l'économie-monde comparables à des moments successifs de l'histoire, chaque strate étant mesurée "à vie", et poser la question de savoir si pour telle ou telle

strate la totalité d'une "vie" à un moment historique donné est plus ou moins dure qu'à un autre, si oui ou non il y eut polarisation entre les strates supérieures et les strates inférieures.

Dans un tel calcul, il faut faire entrer non seulement le revenu absolu cumulé mais aussi le nombre d'heures (à travers la vie) de travail réel. Il faut décompter non seulement le taux d'années vécues, mais aussi le taux d'années vécues à partir de l'âge 1 ou de l'âge 5 (afin d'éliminer l'effet des améliorations sanitaires qui auraient diminué le taux de mortalité infantile sans pour autant avoir toujours mieux assuré la santé des adultes). Et aussi, il faut trouver le moyen de prendre en considération les divers ethnocides qui, en privant définitivement beaucoup de gens de descendance, eurent leur rôle à jouer dans l'amélioration du sort de certains autres.

Si l'on parvient à faire de tels calculs, en longue durée et à travers l'économie-monde, je pense que les résultats montreront clairement que depuis 400 ans, il y a eu une polarisation matérielle importante au sein du capitalisme. Pour être clair, pour la grande majorité (toujours rurale) de l'économie-monde, on travaille plus durement pour une récompense matérielle moins bonne qu'auparavant.

Il ne s'agit pas d'idéaliser la vie des masses d'autrefois mais de prendre le poids réel de leurs possibilités humaines vis-à-vis de leurs descendants d'aujourd'hui. Le fait qu'un ouvrier qualifié d'occident se trouve en meilleure position que ses aïeux a peu à voir avec la situation d'un O.S. à Calcutta, sans parler de la situation d'un journalier agricole péruvien ou indonésien.

On m'objectera peut-être que c'est trop "économiser" un concept marxiste que de mesurer les revenus matériels pour faire l'inventaire de la polarisation, car ce qui importe, ce sont les relations sociales. C'est sans doute juste. Qu'en est-il donc de la polarisation comme bifurcation sociale, comme transformation des relations multiples vers la seule antinomie bourgeois-prolétaire, comme processus de prolétarisation (vieux vocable de la littérature marxiste) et bourgeoisification (son pendant logique, bien que rarement invoqué dans cette même littérature) ?



Ici aussi, il faut nous entendre sur les mots. Si d'emblée n'est bourgeois que l'industriel typique de l'Angleterre du début du dix-neuvième siècle, et n'est prolétaire que celui qui travaille à l'usine de ce même industriel, alors bien sûr on n'a pas assisté à une polarisation de classes dans l'histoire du système capitaliste. Mais peut-être même s'agit-il de l'inverse. Tandis que si l'on entend par vrai bourgeois et vrai prolétaire tous ceux qui ne vivent que de revenus courants (c'est-à-dire sans élément d'héritage), dont les uns en tirent les bénéfices (la plus-value) créés par les autres (sans mixité de rôles), alors donc on peut prétendre qu'à travers les siècles de capitalisme, de plus en plus de personnes se trouvent sans ambiguïté dans l'une ou l'autre catégorie et que cela est l'effet d'un processus structurel qui est loin d'être achevé.

Pour plus de clarté, voyons d'un peu plus près le processus. Comment se présente-t-il d'abord en ce qui concerne la "prolétarisation" ? Les travailleurs du monde vivent en petits ménages ("households") qui partagent des revenus provenant de sources multiples. Ces ménages (qui ne sont pas forcément familiaux ni corésidentiels) n'existent rarement, depuis un certain temps, sans un certain revenu salarial. Mais, en revanche, c'est aussi vrai que la grande majorité ne vit pas exclusivement de ces revenus salariaux. Ils y ajoutent leurs rentes, leurs "cadeaux", leurs travaux de subsistance, leurs petites ventes. L'ensemble de ces revenus est donc un ensemble mixte, avec des proportions bien différentes selon le lieu et le moment. Ainsi, peut-on penser que la prolétarisation est un processus d'augmentation de dépendance de ces groupes de travailleurs face au revenu salarial. C'est une conception très ahistorique que de penser qu'un tel groupe se transforme soudainement d'une dépendance presque nulle à une dépendance totale, à 100%. Plutôt, des groupes se transformèrent d'une dépendance à 25% en une dépendance à 50%. C'est par exemple ce qui s'est passé dans le locus classicus de la description, avec les "Enclosures" dans l'Angleterre de la fin du dix-huitième siècle.

À qui profite la prolétarisation ? Il n'est pas évident que c'est aux capitalistes qu'elle profite. Au fur et à mesure qu'on augmenterait le pourcentage de revenu total d'un groupe de travailleurs qui provient de sources salariales, il faudrait augmenter en même temps (et non diminuer) ce salaire au niveau minimum de reproduction. Mais, penserez-

vous, ce raisonnement est absurde ? Si l'on n'avait pas déjà eu le minimum auparavant, comment ces travailleurs pourraient-ils survivre ? Il n'est pas absurde du tout de penser ainsi, parce que si la composante salariale n'était qu'une mince partie de revenu global à vie, l'employeur pourrait offrir moins que le minimum, en obligeant les autres "composantes" du revenu à compenser la partie perdue. Ainsi les "composantes" ou les "agents" qui offrent un revenu de subsistance à ce même groupe de travailleurs "subventionnent" en effet l'employeur du salarié, c'est-à-dire lui fait transférer indirectement la plus-value. C'est de cette façon, d'ailleurs, que sont payés ces salaires scandaleux des zones périphériques de l'économie-monde.

Mais si, effectivement, une large partie de la plus-value globale de l'économie-monde provient du secteur non "prolétarisé" du travail des ouvriers, pourquoi les capitalistes auraient-ils intérêt à accélérer la prolétarianisation ? À vrai dire, ils ne l'ont pas. Si néanmoins le processus de prolétarianisation est continu, c'est malgré les capitalistes, et non pas grâce à eux. Les causes réelles de la prolétarianisation sont doubles : d'une part les contradictions du capitalisme, d'autre part la volonté des travailleurs.

La contradiction essentielle du capitalisme est très connue. C'est la contradiction entre l'intérêt du capitaliste en tant que gérant d'entreprise qui essaie de maximiser ses gains, donc de minimiser ses coûts de production, y compris les salaires, et l'intérêt du capitaliste en tant que membre d'une classe qui n'obtiendrait pas ses bénéfices s'il n'y a pas de façon de réaliser le profit, c'est-à-dire de vendre ce qu'il produit, donc d'avoir un marché d'acheteurs, ce qui pourrait souvent impliquer une augmentation de revenus en espèces des travailleurs.

Je n'ai pas à reprendre ici tout le mécanisme par lequel les stagnations régulières de l'économie-monde conduisent à une augmentation discontinue, mais répétée, du pouvoir d'achat de tel ou tel secteur de la population. Je soulignerai seulement qu'une des façons les plus importantes de créer cette dispersion accrue du pouvoir d'achat, c'est ce qu'on appelle la prolétarianisation. Bien qu'une prolétarianisation accrue puisse servir l'intérêt à court terme des capitalistes en tant que classe (à court terme seulement), c'est contre leurs intérêts à titre d'employeurs individuels, et en conséquence cette prolétarianisation se fait

normalement contre leur volonté politique. La volonté politique d'ailleurs se trouve souvent de l'autre côté. C'est en s'organisant que les ouvriers arrivent ça et là à réaliser certaines revendications, qui leur permettent d'atteindre le seuil d'un salaire minimal, c'est-à-dire d'être prolétarisés. Et de chanter leurs victoires !

La véritable face de la bourgeoisification se présente aussi d'une manière un peu inattendue. Le portrait sociologique classique marxiste du bourgeois est imprégné des contradictions épistémologiques qui sont à la base du raisonnement marxiste lui-même. D'un côté, l'on oppose à l'aristocrate-rentier-fainéant le bourgeois-entrepreneur-progressiste. Et, à l'intérieur de la catégorie "bourgeois", l'on oppose le marchand qui achète bon marché pour vendre cher (donc spéculateur-agioteur-fainéant lui aussi), à l'industriel qui "révolutionne" les relations de production. C'est d'autant plus le cas si cet industriel est sorti de la voie "vraiment révolutionnaire" de transition vers le capitalisme, c'est-à-dire, si cet industriel est comme un bon héros de la légende libérale, un petit homme qui, de par ses propres efforts, s'est transformé en géant. C'est de cette façon inouïe mais très enracinée que les marxistes deviennent les meilleurs pourvoyeurs de la célébration du système capitaliste.

Et pourtant il existe une thèse marxiste sur l'exploitation du travailleur qui prend la forme de l'accaparement de la plus-value par ce même industriel, ce qui, logiquement, le ramène aux mêmes rangs de fainéant, tout comme le marchand et l'"aristoféodal". Mais si l'industriel est du même genre que les autres, pourquoi discuter les évolutions, les régressions (l'"aristocratisation" d'une bourgeoisie qui veut "vivre noblement"), les trahisons (de certaines bourgeoisies qui refusent, semble-t-il, de "jouer leur rôle historique") ?

Mais ceci est-il un portrait sociologique véridique ? Tout comme le travailleur et son ménage ("household"), qui en réalité combine des revenus en provenance de sources multiples, dont une est le salaire, les capitalistes (notamment les grands), reçoivent, en fait, leurs revenus de divers investissements-rentes, spéculations, profits de négoce, profits "normaux" de production, agiotage. Une fois transformés en argent, tous ces revenus reviennent au même pour eux, c'est un moyen

de poursuivre cette accumulation incessante et infernale à laquelle ils se sont condamnés.

Et apparaît maintenant la contradiction psychosociologique du problème. Weber, il y a longtemps, a remarqué que la logique du calvinisme (impossibilité de connaître le destin de l'âme, parce que si l'on pouvait connaître les dispositions du Seigneur, de ce fait, on le contraindrait, et il ne serait plus omnipotent), va à l'encontre de son "psychologique" (refus de l'homme de ne pas pouvoir, en aucune façon contrôler son sort). Et, de là fut issu le "compromis" théologique calviniste. Si l'on ne peut pas connaître les dispositions du Seigneur, du moins pourrait-on reconnaître une décision négative de sa part par des "signes extérieurs", sans pour autant en tirer des conclusions positives pour les autres gens. Ce qui revient à prêcher : mener une vie morale est un élément nécessaire mais pas suffisant pour le salut.

Cette même contradiction se retrouve, sous forme laïcisée, pour le bourgeois. Logiquement, le Seigneur des capitalistes exige qu'on ne fasse qu'accumuler. Et Il punit les défailants en les contraignant éventuellement à la banqueroute. Mais finalement, il n'est pas tellement amusant de ne rien faire d'autre qu'accumuler. Il faut quand même goûter un peu au plaisir de la consommation. Et voilà que surgit le côté fainéant "aristo-féodal" qui guettait le moment pour sortir de l'ombre, afin que le bourgeois puisse se permettre de "vivre noblement". Évidemment, dès qu'on veut "vivre noblement", il importe d'avoir des "rentes" au sens large, c'est-à-dire des sources de revenu qui exigent peu d'effort pour les récupérer, qui soient "garanties" par une autorité politique quelconque, et qui soient "héritables".

Donc, ce qui est "naturel", "voulu" par chaque participant privilégié de ce monde capitaliste, ce n'est pas la transmutation de rentier en entrepreneur, mais tout à fait l'inverse. Les capitalistes ne veulent pas devenir "bourgeois" ; ils préfèrent infiniment plus devenir "féodaux".

S'ils se bourgeoisifient de plus en plus, c'est malgré eux, et non pas grâce à eux, (tout comme si les travailleurs se prolétarisent, ce n'est pas grâce aux capitalistes, mais malgré eux). Et le parallèle continue. Si les capitalistes se bourgeoisifient, c'est en partie dû aux contradictions du capitalisme, et en partie dû à la pression des travailleurs.

Le côté objectif du problème se présente ainsi. Au fur et à mesure que le système capitaliste s'étend, se rationalise, se concentre, la concurrence devient de plus en plus serrée. Chaque fois qu'on ne privilégie pas l'accumulation, on ressent le choc d'une contre-attaque plus rapide, plus sûre, plus féroce d'un concurrent quelconque. Ainsi, chaque lapsus vers les dépenses "aristo-féodales" se trouve de plus en plus pénalisé dans le marché mondial, et appelle donc à un redressement interne de l'"entreprise", surtout si elle est grande et (quasi) nationaliste.

Afin que les enfants héritent de la gérance, il leur faut passer par une formation extérieure universelle et intensive. Peu à peu le rôle de PDG-technocrate s'amplifie. C'est lui qui incarne la bourgeoisification de la classe capitaliste. Une bureaucratie étatique, pourvu qu'elle puisse réellement accaparer la plus-value, l'incarnerait à la perfection, faisant dépendre les privilèges de l'activité courante et pas du tout de l'héritage d'un individu ou d'une classe.

Évidemment, toute la volonté des travailleurs les pousse dans cette même direction. Tous leurs efforts pour s'approprier les leviers économiques et éliminer les injustices tendent à contraindre les capitalistes à reculer vers une bourgeoisification. La fainéantise aristo-féodale est trop voyante et trop dangereuse.

C'est donc là qu'on voit se réaliser le pronostic historiographique de Karl Marx : la grande polarisation du monde capitaliste entre bourgeois et prolétaires à la fois sur le plan matériel et sur le plan social. Et c'est donc seulement dans le contexte de l'analyse de l'économie-monde comme une entité qu'on pourrait voir clair dans l'analyse de la distribution historique des revenus au sein du système capitaliste.

## BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

ABEL, Wilhelm (1972), Massenarmut und Hungerkrisen in vorindustriellen Deutschland, Gottingen : Vandenhoeck & Ruprecht.

KRIEDTE, Peter (1983), Peasants, landlords and merchant capitalists, Cambridge : Cambridge University Press.

TAYLOR, Arthur J., ed. (1975), The standard of living in Britain in the industrial revolution, London : Methuen.

Fin du texte